



Génération

Audit Expertise

**Damien SARRON**

Expert Comptable D.P.L.E.

Commissaire aux Comptes

**OGEC GROUPE SCOLAIRE  
SAINT JOSPEH SAINT PAUL**

*8 boulevard Diderot  
25000 BESANCON*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice Clos le 31 août 2024**

  
commissaire  
aux comptes



**Génération Audit Expertise**

28 rue Thomas Edison 25000 Besançon - Tél. 03.81.53.68.17 - Fax. 03.81.53.38.93 - [www.generation-ae.fr](http://www.generation-ae.fr)

Société à Responsabilité Limitée au capital de 200 000 € - RCS BESANCON B 402 824 536

Société inscrite au Tableau de l'Ordre de Bourgogne / Franche-Comté - Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Besançon

**OGEC GROUPE SCOLAIRE  
SAINT JOSEPH SAINT PAUL**

*8 boulevard Diderot  
25000 BESANCON*

**RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**

- *Opinion*
- *Fondement de l'opinion*
- *Justification des appréciations*
- *Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents*
- *Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels*
- *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*
- *Comptes Annuels*

## **RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **Exercice clos le 31 août 2024**



A l'assemblée générale de l'association **OGEC GROUPE SCOLAIRE SAINT JOSEPH SAINT PAUL**,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **OGEC GROUPE SCOLAIRE SAINT JOSEPH SAINT PAUL** relatifs à l'exercice clos le **31 août 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion avec réserve**

#### **Motivation de la réserve**

L'approche par sondage, adoptée lors de nos travaux, nous a révélé que l'absence de contrôle interne constitue une limitation importante dans l'évaluation de l'exhaustivité des enregistrements ainsi que de leur fiabilité. En effet, l'absence de dispositifs de contrôle interne rigoureux empêche d'assurer que toutes les transactions ont bien été enregistrées comptablement. Nous ne pouvons pas avancer que ces enregistrements reflètent fidèlement la réalité économique de l'OGEC SAINT JOSEPH SAINT PAUL. De plus, cela affecte la qualité de l'information financière et remet en question la fiabilité des états financiers

produits. Un contrôle interne insuffisant met en exergue un risque accru d'erreurs ou d'omissions non détectées dans les enregistrements comptables. De plus, cela compromet l'efficacité de nos procédures de vérification et limite notre capacité à obtenir une assurance raisonnable sur la conformité des comptes aux normes comptables en vigueur.

## **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

---

## **Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

---

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

---

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas

d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une

incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Besançon, le 10 mars 2025

Le Commissaire aux Comptes  
**Génération Audit Expertise**

**Damien SARRON**  
Commissaire aux Comptes inscrit



**OGEC SAINT JOSEPH SAINT PAUL**

8 Boulevard DIDEROT

25000 BESANCON

**COMPTES ANNUELS**

Exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024





# Comptes Annuels



# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/08/2024			31/08/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	26 885	25 749	1 136	1 014
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	10 555 957	6 113 645	4 442 312	4 866 264
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 424 550	1 265 882	158 668	156 323
	Autres immobilisations corporelles	3 415 933	534 930	2 881 002	252 891
	Immobilisations corporelles en cours	120 323		120 323	2 445 761
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	81 810		81 810	103 209
	Autres immobilisations financières	2 500		2 500	2 500
<b>TOTAL ( I )</b>		<b>15 627 958</b>	<b>7 940 207</b>	<b>7 687 751</b>	<b>7 827 963</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				25 000
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	11 718		11 718	777
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	178 211	66 180	112 031	115 528
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	1 203 043		1 203 043	1 109 198
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	1 858 951		1 858 951	2 046 169
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 871 876		1 871 876	2 345 093
	Charges constatées d'avance	92 573		92 573	90 452
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>5 216 373</b>	<b>66 180</b>	<b>5 150 193</b>	<b>5 732 218</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>		<b>20 844 331</b>	<b>8 006 387</b>	<b>12 837 944</b>	<b>13 560 181</b>
(1) dont droit au bail				84 310	105 709
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					



# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

FONDS PROPRES		31/08/2024	31/08/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	1 101 893	1 101 893
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	7 675 142	7 067 471
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	44 745	607 671
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>8 821 780</b>	<b>8 777 035</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 123 815	774 741
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>1 123 815</b>	<b>774 741</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>9 945 595</b>	<b>9 551 777</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques	68 728	126 000
	Provisions pour charges	134 088	209 884
	<b>Total des provisions</b>	<b>202 816</b>	<b>335 884</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 830 700	2 065 776
	Emprunts et dettes financières divers	4 827	4 217
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	291 040	299 694
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	298 871	163 090
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	204 420	153 634
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	51 828	959 816
	Autres dettes	2 147	4 033
	Produits constatés d'avance	5 700	22 260
	<b>Total des dettes</b>	<b>2 689 532</b>	<b>3 672 520</b>
	Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>12 837 944</b>	<b>13 560 181</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		44 744,52	607 671,22
(1) Dont à moins d'un an		1 403 590	1 542 126
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			





# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	18 916	14 382
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 846 372	3 752 788
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 035 301	1 982 843
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	2 850	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	5 171	3 331
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	226 648	269 376
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	9 136	11 619
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>6 144 393</b>	<b>6 034 338</b>
	Achats de marchandises	23 299	16 217
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock	25 000	
	Autres achats et charges externes	2 633 361	2 537 925
	Aides financières	3 000	5 850
	Impôts, taxes et versements assimilés	177 207	115 247
	Salaires et traitements	1 881 239	1 606 722
	Charges sociales	652 458	564 400
	Dotation aux amortissements et dépréciations	846 043	630 874
	Dotation aux provisions	13 078	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	15 941	10 314
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>6 270 627</b>	<b>5 487 549</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(126 233)</b>	<b>546 789</b>





# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(126 233)	546 789
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	74 956	2 470
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		74 956	2 470
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	27 521	31 359
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		27 521	31 359
RESULTAT FINANCIER		47 435	(28 889)
RESULTAT COURANT avant impôts		(78 798)	517 900
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	7 394	106 630
	Sur opérations en capital	204 213	114 981
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	211 607	221 611
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	11 888	5 789
	Sur opérations en capital	76 176	51
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		126 000
	Total des charges exceptionnelles	88 064	131 840
RESULTAT EXCEPTIONNEL		123 543	89 772
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		6 430 956	6 258 419
TOTAL DES CHARGES		6 386 211	5 650 748
EXCEDENT ou DEFICIT		44 745	607 671

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature  
Prestations en nature  
Bénévolat

TOTAL

## CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Secours en nature  
Mise à disposition gratuite de biens  
Prestations  
Personnel bénévole

TOTAL



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2024 dont le total est de 12 837 944 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 6 430 956 euros et un total charges de 6 386 211 euros, dégageant ainsi un résultat de 44 745 euros. L'exercice a une durée de 12 mois.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre en respectant l'application de la nouvelle réglementation comme détaillé dans le paragraphe "Changement de méthodes comptables"

- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

## - Description de l'OGEc, objet social, activités et moyens mis en oeuvre :

L'association a pour objet d'assurer juridiquement, dans le respect du droit français d'une part, des textes des accords conclus en son sein d'autre part, la fondation et la gestion d'Etablissements Catholiques d'Enseignement, fondés par l'autorité canonique compétente, notamment la gestion des établissements suivants :

- Ecole maternelle et primaire Sainte Colette, dont l'établissement est situé au 8 boulevard Diderot à Besançon ;

- Collège Saint Joseph institution scolaire secondaire, situé au 28 avenue Fontaine Argent à Besançon ;

- Lycée Professionnel Saint Joseph, institution scolaire secondaire, et professionnelle, dont l'établissement est à 1 rue Chopard à Besançon.







# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Lycée Général et technologique Saint Paul institution scolaire secondaire générale technologique et post ban, dont l'établissement est situé au 8 boulevard Diderot à Besançon.

L'association peut se livrer à toute activité se rapportant directement ou indirectement à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes.

A cette fin, elle peut réaliser toutes les activités parascolaires, telles que l'accueil, le transport, l'hébergement, la restauration, la mise à disposition de locaux.

Elle peut passer convention avec l'état, les collectivités territoriales, ainsi qu'avec tout organisme concourant, même partiellement à son objet.

Le nombre d'équivalent temps plein personnel OGEC pour assurer toutes ces missions s'élève à 53.72 ETP pour cet exercice.

## - Changement de méthode comptable :

Néant

## - Informations complémentaires :

- Honoraires du commissaire aux comptes : 8 394.62 € en charges de l'exercice

- Rémunération des dirigeants : elle s'élève pour l'exercice à 115 088.91 € brut.

- Un litige avec un salarié a été constaté en provision durant cet exercice. En effet, l'avancement de la procédure a permis d'estimer un risque à hauteur de 126 000€. Le jugement en première instance a été rendu, il y a lieu de reprendre la provision à hauteur de 52 271.53€. La provision au 31/08/2024 s'élève à 68 728€.

## - Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Concernant l'application du règlement sur les actifs, l'OGE C a retenu les hypothèses suivantes :

- Compte tenu de la nature de ses immobilisations, l'OGE C n'a pas été en mesure d'identifier de composants significatifs.
- L'OGE C ne prévoit pas de céder ses immobilisations avant l'achèvement de leur durée de vie. La durée d'utilisation correspond en pratique aux durées d'usage qui étaient antérieurement pratiquées.
- La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur utilisation étant, pour la quasi-totalité de celle-ci, non significative ou difficilement chiffrable, elle n'a pas été prise en compte.

S'agissant de matériel d'occasion, les immobilisations sont amorties sur une courte durée.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation économique sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans
- Façade, couverture et menuiseries ext..	15 à 20 ans
- Installation générales et techniques	10 à 15 ans
- Agencements intérieurs et décoration.	10 à 15 ans
- Equipement de restauration	8 à 12 ans
- Matériel de transport	3 à 5 ans
- Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans
- Mobilier scolaire	5 à 10 ans
- Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans
- Matériel et équip. pédagogiques	3 à 10 ans
- Matériel de reprographie	2 à 5 ans
- Logiciels	2 à 3 ans





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## - Créances et dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les créances des familles ayant quitté l'établissement sont provisionnées à 100%.

## - Participations, autres titres immobilisés :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

L'OGEC Saint-Joseph Saint-Paul (ci-après « l'OGEC ») a consenti à l'Association Saint-Joseph (ci-après l'Association) une avance de trésorerie totalisant 1 944 861 euros au 31/08/2021. Cette avance a permis à l'Association de financer l'acquisition d'un ensemble immobilier, sis Boulevard Diderot à Besançon, et destiné à être utilisé par l'OGEC.

En mars 2022 un bail commercial, contractualisant l'utilisation de cet ensemble immobilier par l'OGEC a été signé avec l'Association. Par convention, les loyers nets des charges restant à la charge de l'Association et afférents à ce bail pourront être imputés sur l'avance consentie à l'Association jusqu'à son apurement.

En mai 2022, l'Association a par ailleurs remboursé une partie de l'avance à hauteur de 1 000 000 €. Au 31/08/2024, le solde de l'avance totalise 938 815 euros.

## - Disponibilités :

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## - Evaluation des valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

## - Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint.

## - Subventions d'investissement :



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints. Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

## - Engagements de retraite :

Le montant total des engagements au 31/08/2024 est évalué à 68 728 €. Ce montant a fait l'objet d'une comptabilisation sous forme de provision. Les principaux critères retenus sont les suivants :

- Méthode rétrospective prorata temporis
- Départ à la retraite à l'initiative du salarié
- Progression des salaires de 1% par an constante
- Taux d'actualisation retenu de 4%
- Table de mortalité TV88/90
- Rotation du personnel faible à 1% pour l'ensemble des catégories de salariés
- Age de départ : 64 ans
- Taux de charges sociales : 50% pour l'ensemble des salariés.

## - Emprunts en cours :



ANNEXE - Elément 1

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- ◇ Emprunt CIC de 1 250 K€ : nantissement de compte. En cours au 31/08/2024 : 507 K€
- ◇ Emprunt CRCA de 1 250 K€ : nantissement de compte. En cours au 31/08/2024 : 496 K€
- ◇ Emprunt Société Générale de 1 000 K€ : En cours au 31/08/2024 : 828 K€



# Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	25 427		1 458			26 885
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 427		1 458			26 885
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	10 555 957					10 555 957
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 351 920		72 630			1 424 550
	Instal., agencement, aménagement divers	179 400		2 812 017			2 991 417
	Matériel de transport	15 500					15 500
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	122 306		100 383			222 688
	Emballages récupérables et divers	186 327					186 327
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	2 445 761		509 217		2 834 656	120 323
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 857 171		3 494 247		2 834 656	15 516 762
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	105 709				21 399	84 310
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	105 709				21 399	84 310
TOTAL		14 988 307		3 495 705		2 856 055	15 627 958



## Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2024
	Dotations	Diminutions	

<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement			
	Donations temporaires d'usufruit			
	Autres	24 413	1 336	25 749
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>24 413</b>	<b>1 336</b>	<b>25 749</b>

<b>CORPORELLES</b>	Terrains			
	Constructions sur sol propre			
	sur sol d'autrui			
	instal. agencement aménagement	5 689 694	423 952	6 113 645
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 195 596	70 286	1 265 882
	Autres instal., agencement, aménagement divers	42 556	224 262	266 819
	Matériel de transport	15 500		15 500
	Matériel de bureau, mobilier	75 936	36 212	112 148
	Emballages récupérables et divers	116 650	23 814	140 464
	Immobilisations grevées de droits			
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>7 135 931</b>	<b>778 526</b>	<b>7 914 458</b>

<b>TOTAL</b>	<b>7 160 344</b>	<b>779 862</b>		<b>7 940 207</b>
--------------	------------------	----------------	--	------------------



# Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	126 000		57 272	68 728
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	121 010	13 078		134 088
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	88 874		88 874	
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>335 884</b>	<b>13 078</b>	<b>146 146</b>	<b>202 816</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	58 476	66 180	58 476	66 180
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>58 476</b>	<b>66 180</b>	<b>58 476</b>	<b>66 180</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>394 360</b>	<b>79 258</b>	<b>204 621</b>	<b>268 997</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			79 258	204 621	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/08/2024	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations		
	Prêts	81 810	81 810
	Autres immobilisations financières	2 500	2 500
	Clients, usagers douteux ou litigieux		
	Autres créances clients, usagers	178 211	178 211
	Créances représentatives des titres prêtés		
	Personnel et comptes rattachés	1 579	1 579
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		
	Impôts sur les bénéfices		
	Taxes sur la valeur ajoutée		
	Autres impôts, taxes versements assimilés		
	Divers	23 865	23 865
	Confédération, fédération, union, entités affiliées		
	Créances reçues par legs ou donations		
	Débiteurs divers	1 177 599	1 177 599
	Charges constatées d'avance	92 573	92 573
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>1 558 138</b>	<b>1 558 138</b>
	Prêts accordés en cours d'exercice		
	Remboursements obtenus en cours d'exercice	21 399	
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		

	31/08/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	1 830 700	231 008	978 696
	Emprunts et dettes financières divers	4 827	4 827	
	Fournisseurs et comptes rattachés	298 871	298 871	
	Dettes des legs ou donations			
	Personnel et comptes rattachés	23 742	23 742	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	107 926	107 926	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	72 751	72 751	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	51 828	51 828	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Autres dettes	2 147	2 147	
	Dettes représentatives de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance	5 700	5 700	
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>2 398 493</b>	<b>798 801</b>	<b>978 696</b>
	Emprunts souscrits en cours d'exercice			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	235 076		
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)			



## Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/08/2024	31/08/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 973	22 751	59 222	260,31
Dettes fiscales et sociales	10 605	16 724	(6 119)	-36,59
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	1 194	1 089	105	9,69
<b>TOTAL</b>	<b>93 772</b>	<b>40 564</b>	<b>53 208</b>	<b>131,17</b>

## Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/08/2024	31/08/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	93 411	105 000	(11 589)	-11,04
Autres créances	202 067	51 073	150 994	295,64
<b>TOTAL</b>	<b>295 478</b>	<b>156 073</b>	<b>139 405</b>	<b>89,32</b>



## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2024
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>			<b>92 573</b>
CCA dommage ouvrage		23 556	
CCA Maintenance		50 925	
CCA Pédagogie		15 978	
CCA Fournitures entretien		2 114	
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>92 573</b>



## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2024
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b> Pédagogie		5 700	5 700
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b> Taxe apprentissage LP			
<b>TOTAL</b>			<b>5 700</b>



## Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/08/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/08/2024
Fonds propres sans droit de reprise	1 101 893				1 101 893
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	7 067 471	607 671			7 675 142
Excédent ou déficit de l'exercice	607 671	(607 671)	44 745		44 745
<b>Situation nette</b>	<b>8 777 035</b>		<b>44 745</b>		<b>8 821 780</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	774 741		2 522 862	2 173 788	1 123 815
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>9 551 777</b>		<b>2 567 607</b>	<b>2 173 788</b>	<b>9 945 595</b>





**TABEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**

	Situation à l'ouverture de l'exercice		Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice	
	Montant global en début d'exercice		Augmentations	Diminutions	Montant global	
<b>Montant nominal :</b>						
Subventions affectées à des biens non renouvelables	2 139 063		498 475	1 044 895	1 592 643	
Subventions affectées à des biens renouvelables	285 932				285 932	
<b>TOTAL</b>	<b>2 424 995</b>		<b>498 475</b>	<b>1 044 895</b>	<b>1 878 575</b>	
<b>Quotes-parts versées au résultat :</b>						
Subventions affectées à des biens non renouvelables	1 369 269		145 908	1 044 895	470 282	
Subventions affectées à des biens renouvelables	280 985		3 493		284 478	
<b>TOTAL</b>	<b>1 650 254</b>		<b>149 401</b>	<b>1 044 895</b>	<b>754 759</b>	

Cods	Subventions Libellé	Date acceptation	Comptes		Etat des amortissements des subventions		Début exercice		Nouvelle Montant	Exercice		Fin exercice	
			Subvention	Amortissements	Durée (mois)	Amortissement	Valeur	Cumul amorti		Montant	Excédent/insuffisance	Valeur	Pertu amortisée à amor
			13120000	13920000			132 470,00	38 687,23	-	-	-	132 470,00	51 688,00
2018	SUBV REGION 2018	13120000		13920000			132 470,00	41 824,27	-	-	-	132 470,00	51 688,00
2019	SUBV REGION 2019	13120000		13920000			116 090,00	37 478,36	-	-	-	116 090,00	50 801,00
2020	SUBV REGION 2020	13120000		13920000			5 793,00	7 317,21	-	-	-	5 793,00	55 478,13
2020REGIONIP	SUBV REGION IP 2020	13120000		13920000			182 560,00	44 785,70	-	-	-	182 560,00	2 317,19
2018-1	Loi Falloux 1818	13130000		13930000			-	-	459 300,00	-	-	-	175 335,36
2018-1	Loi Falloux 1820	13130000		13930000			-	-	101 488,00	-	-	-	175 335,36
2018-1	Loi Falloux 1820	13130000		13930000			-	-	101 488,00	-	-	-	175 335,36
2021	Loi Falloux 2021	13130000		13930000	120	01/09/2013	6 500,00	6 500,00	-	6 500,00	31/08/2024	-	175 335,36
2022COL	Loi Falloux 2022	13130000		13930000			899 853,00	171 270,27	850 858,00	-	-	899 853,00	171 270,27
2023	Convention Falloux 2023	13130000		13930000			18 413,00	17 468,13	-	-	-	18 413,00	171 270,27
2015COL	Loi Falloux 2015	13130000		13930000	180	01/09/2010	29 070,00	29 070,00	-	29 070,00	31/08/2024	-	171 270,27
2016-1	Loi Falloux 1617	13130000		13930000	120	01/09/2015	22 557,00	22 557,00	-	-	-	22 557,00	171 270,27
2017-1	Loi Falloux 1718	13130000		13930000			35 531,00	33 688,94	-	-	-	35 531,00	171 270,27
2018-1	Loi Falloux 1820	13130000		13930000			31 528,00	20 860,14	-	-	-	31 528,00	171 270,27
2021	Loi Falloux 2021	13130000		13930000			38 454,00	24 977,46	-	-	-	38 454,00	171 270,27
2022COL	Loi Falloux 2022	13130000		13930000			42 410,00	7 553,05	-	-	-	42 410,00	171 270,27
2023	Convention Falloux 2023	13130000		13930000			100 204,00	116 473,00	53 432,00	28 070,00	-	100 204,00	171 270,27
<b>Total</b>	<b>Total des Comptes</b>	<b>13130000</b>		<b>13930000</b>			<b>899 853,00</b>	<b>308 943,27</b>	<b>850 858,00</b>	<b>28 070,00</b>	<b>-</b>	<b>899 853,00</b>	<b>171 270,27</b>

La 14/10/2024 à 11:26  
 Dossier : CDEC-ST XOSPIN ST PAUL, Arrêté solde : 2023-09-01  
 Pour le Gouvernement : M. JURY



# Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/08/2024	31/08/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		

Répartition par nature de charges	31/08/2024	31/08/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Damien SARRON

Membre de la Compagnie régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Besançon  
26 rue Thomas Edison

Commissaire aux Comptes Inscrit